

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre*

*Direction Départementale de la Cohésion Sociale
et de la Protection des Populations*

ARRÊTÉ n° 2013-317-0007

prescrivant la levée de la consignation de fonds prononcée par arrêté préfectoral n° 2010-131-6 du 11 mai 2010, pris à l'encontre de Maître Hubert LAVALLART, mandataire judiciaire, représentant la société « Les Tanneries Solognotes ».

Le Préfet de Loir-et-Cher,

Vu le code de l'environnement et, notamment, son article L.514-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2004-362-2 du 30 décembre 2004, imposant des mesures d'urgence à la société « Les Tanneries Solognotes » concernant la sécurisation de son site et l'élimination des déchets et produits chimiques encore présents au sein de son établissement, présent sur la commune de VENDÔME ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005-117-8 du 27 avril 2005, imposant à la société « Les Tanneries Solognotes », la mise en place d'une surveillance des eaux souterraines et la réalisation d'une étude détaillée des risques sur le site ;

Vu la requête adressée par courrier du 28 juin 2005, au greffe du tribunal administratif d'ORLEANS par maître TANTON, représentant la société « Les Tanneries Solognotes » et M. CHABIN, en vue de l'annulation de l'arrêté préfectoral du 27 avril 2005 ;

Vu la décision du 17 octobre 2008 du tribunal administratif d'ORLEANS qui rejette la requête de la société « Les Tanneries Solognotes » et de M. CHABIN, ancien exploitant, contre l'arrêté préfectoral du 27 avril 2005 ;

Vu la décision du 16 janvier 2009 du tribunal de commerce de BLOIS prononçant la liquidation judiciaire de la société « Les Tanneries Solognotes », et désignant Maître Hubert LAVALLART, mandataire judiciaire au redressement et à la liquidation des entreprises pour représenter ladite société ;

Vu l'arrêté n° 2009-198-3 du 17 juillet 2009, mettant en demeure la société « Les Tanneries Solognotes », représentée par Maître Hubert LAVALLART, mandataire judiciaire, de mettre en oeuvre les mesures de sécurisation prescrites par l'article I de l'arrêté préfectoral n° 2004-362-2 du 30 décembre 2004 concernant son site situé 108/110 rue des Quatre Hues à VENDÔME (41) ;

Vu la circulaire du Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire du 8 février 2007, relative à la cessation d'activité d'une installation classée, « chaîne de responsabilité, défaillance des responsables » ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010-131-6 du 11 mai 2010, pris à l'encontre de Maître Hubert LAVALLART, mandataire judiciaire, représentant la société « Les Tanneries Solognotes », prescrivant une consignation de fonds d'un montant total de 89 000€, répondant du coût des travaux de sécurisation prescrits par l'article I de l'arrêté préfectoral n° 2004-362-2 du 30 décembre 2004 susvisé ;

Vu la requête adressée par courrier du 28 juin 2005, au greffe du tribunal administratif d'ORLEANS par maître TANTON, représentant la société « Les Tanneries Solognotes » et M. CHABIN, en vue de l'annulation de l'arrêté préfectoral du 27 avril 2005 ;

Vu le jugement du 17 octobre 2008 du tribunal administratif d'ORLEANS qui rejette la requête de la société « Les Tanneries Solognotes » et de M. CHABIN, ancien exploitant, contre l'arrêté préfectoral du 27 avril 2005 ;

Vu le jugement du 16 janvier 2009 du tribunal de commerce de BLOIS prononçant la liquidation judiciaire de la société « Les Tanneries Solognotes », et désignant Maître Hubert LAVALLART, mandataire judiciaire au redressement et à la liquidation des entreprises pour représenter ladite société ;

Vu la requête adressée par courrier du 9 juillet 2010, au greffe du tribunal administratif d'ORLEANS par la SCP LE METAYER-CAILLAUD-CESAREO-BONHOMME, représentant maître LAVALLART, es-qualité de mandataire liquidateur de la société « Les Tanneries Solognotes », en vue de l'annulation de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 ;

Vu le jugement du 17 avril 2012 du tribunal administratif d'ORLEANS qui rejette la requête de maître LAVALLART, mandataire liquidateur de la société « Les Tanneries Solognotes », contre l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées de l'unité territoriale de Loir et Cher de la DREAL Centre en date du 29 mai 2013 ;

Vu le procès-verbal de réalisation des travaux, établi le 29 mai 2013 par l'inspection des installations classées,

Considérant que, au regard de ces deux derniers documents, il y a lieu de regarder l'exploitant comme ayant respecté l'intégralité des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2009-198-3 du 17 juillet 2009 précité, pour la réalisation desquelles une mesure de consignation de 89 000€ a été prescrite à son encontre par arrêté préfectoral n° 2010-131-6 du 11 mai 2010 susvisé ;

Considérant que, dans ces conditions, il y a lieu de restituer à la société Maître Hubert LAVALLART, mandataire judiciaire, représentant la société « Les Tanneries Solognotes », la consignation de 89 000€ prescrite sur le fondement des dispositions de l'arrêté n° 2009-198-3 du 17 juillet 2009 ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Loir-et-Cher ;

ARRÊTE

Article 1.

La consignation prescrite à l'encontre de Maître Hubert LAVALLART, mandataire judiciaire, 12 place Jean Jaurès à Blois (41), représentant la société « Les Tanneries Solognotes » sise, 108/110 rue des Quatre Hues à Vendôme (41), par arrêté préfectoral n° 2010-131-6 du 11 mai 2010 susvisé est levée.

Article 2.

Le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif (articles L 514.6 et R.514-3-1 du Code de l'Environnement) :

1. par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un

délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 3.

La Secrétaire générale de la préfecture de Loir-et-Cher, la Directrice Départementale des Finances Publiques de Loir-et-Cher, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Région Centre, les Inspecteurs des installations classées placés sous son autorité, le Maire de VENDÔME, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à Maître Hubert LAVALLART, mandataire judiciaire, sis 12 place Jean Jaurès à BLOIS (41).

Blois, le 13 novembre 2013

Le Préfet,



G. Lagarde
Gilles Lagarde